

Lycéen·ne·s, étudiant·e·s, travailleur·euse·s : amplifions le mouvement, construisons la grève générale !

Ce samedi 17 octobre, **plus de 800 000 personnes étaient dans la rue** : des jeunes lycéens et étudiants, des travailleur·euse·s, chômeur·euse·s et retraité·e·s. Hier, nous étions en manifestation, en grève et en blocage aux côtés des lycéen·ne·s et des gilets jaunes. Aujourd'hui, nous nous organisons pour les suites. Nous sommes 110 étudiant·e·s délégué·e·s réuni·e·s à Grenoble aujourd'hui, représentant 34 universités et écoles, et 19 villes.

Nous sommes du côté de la colère de la jeunesse et en faisons partie, nous appelons à construire les suites du 17. Nous savons que pour l'emporter, il faut continuer la lutte et l'étendre encore : c'est pourquoi nous soutenons toutes les initiatives de mobilisation locales qui ont lieu chaque jour, et appelons à une journée de mobilisation nationale coordonnée le **jeudi 22 octobre**. Nous le disons dès aujourd'hui : **il n'y aura pas d'accalmie, il n'y aura pas de rentrée normale** après les vacances scolaires. Qu'ils se préparent en face, nous serons mobilisé·e·s pendant les vacances et dès la rentrée, dès le lundi, et **dans la rue le mardi 3 novembre, avant la journée nationale de grève appelée par l'intersyndicale du 5 novembre**.

Lecornu le dit, il faut choisir un camp. Il faut choisir entre ceux qui craignent pour leurs privilèges et celles et ceux qui ont tout à gagner à renverser ce système. **Notre choix est fait : tous les jeunes doivent rejoindre la mobilisation en cours !** Prenons les rues, organisons-nous, par la base, en assemblées générales pour décider de nos moyens d'action, tou·te·s ensemble battons-nous jusqu'à l'obtention de nos revendications et **adressons-nous à tous ceux et celles qui pourraient nous rejoindre**.

Hier encore la répression a été sans précédent. 1.200 interpellé·e·s en une seule journée, qui viennent s'ajouter aux 6.800 interpellé·e·s dont 86% de mineur·e·s depuis le début du mouvement. Traumatismes crâniens, mains arrachées, bras en sang, œil en moins, voilà ce que le gouvernement réserve à la jeunesse mobilisée. **Voilà où est la violence**, voilà qui sont les casseurs. Quand une minorité de parasites vit dans l'opulence du travail d'autrui alors que 7 millions de personnes en France ne parviennent pas à se nourrir suffisamment, la violence crève les yeux. Qui sème la misère récolte la colère ! **Nous exigeons l'abandon de toute poursuite envers les interpellé·e·s et leur libération immédiate**. Nous exprimons toute notre solidarité avec les lycéen·ne·s, et **particulièrement** les lycéen·ne·s d'Outre-Mer qui sont invisibilisé·e·s par les médias. La coordination nationale étudiante défend la liberté d'expression et l'auto-organisation. Dans cette perspective, nous condamnons tout type d'oppression ou de répression.

Nous nous battons aux côtés des lycéen·ne·s car leur révolte est légitime, car nous avons les mêmes raisons de nous battre : nous exigeons des moyens pour pouvoir étudier et vivre dignement. Nous exigeons l'abrogation de Parcoursup et de MonMaster, la fin de la sélection, du tri social et de cette éducation à deux vitesses. Cela signifie une augmentation significative des bourses, des APL, du nombre de places à la fac et en formation professionnalisante, du nombre de professeur·e·s et de personnel dans les universités. Nous demandons la construction de logements étudiants dignes, la pérennisation du repas à 1€ et des moyens pour l'appliquer, et l'accès à la santé pour tou·te·s. Cela signifie une augmentation du budget alloué par étudiant·e (qui a baissé de près de 20% en 20 ans) et une augmentation du budget général permettant l'accueil des 300.000 personnes rejetées par an de Parcoursup. Cela signifie la gratuité des universités et la fin des frais différenciés pour les étudiant·e·s étranger·e·s et donc l'abrogation de Bienvenue en France ainsi que le remboursement des étudiant·e·s qui ont dû payer ces frais. Nous exigeons aussi l'embauche massive et la titularisation systématique de personnel et enseignant·e·s. Au bas mot, il faut 20 milliards d'euros pour l'enseignement supérieur. C'est pourquoi nous soutenons également les collectifs de sans-facs qui se battent contre la sélection !

Nous dénonçons la mise en place du distanciel qui est un moyen pour le gouvernement et les présidences de facs de casser le mouvement en cloisonnant les étudiant·e·s chez soi. Nous exigeons l'annulation du distanciel, des épreuves de contrôle continu ou de mi-semestre, ainsi que la validation automatique des enseignements pour qu'aucun étudiant·e gréviste ne soit sanctionné.

Nos revendications font échos aux luttes des travailleur·euse·s de ces dernières années. Derrière l'éducation à deux vitesses, il y a une santé, un accès au logement, des revenus à deux vitesses... Nous appelons les étudiant·e·s à aller directement s'adresser aux salarié·e·s pour nous battre ensemble. La détermination de la jeunesse aux côtés de la force de blocage des travailleur·euse·s peut tout changer ! Les vacances doivent servir à préparer le 5 novembre et chercher le mouvement ouvrier pour qu'il rentre dans la bataille. Il faut construire une grève générale pour mettre un terme aux politiques anti-ouvrières qui ouvrent la voie à l'extrême-droite et au militarisme croissant ! Face à l'avenir de guerre et de misère que nous réservent les capitalistes, nous sommes toutes et tous concerné·e·s et devons riposter ensemble pour imposer un autre avenir.

Nous nous réunirons à nouveau le week-end du 1er novembre à Paris, soyons encore plus nombreux·ses à participer, à mandater des délégué·e·s révocables dans nos AG et à décider par nous-mêmes dans les cadres les plus représentatifs possible. Organisons des assemblées générales dans tous les campus pour envoyer de nouveaux délégué·e·s se coordonner. Nous devons nous organiser, et lutter jusqu'à la victoire !

Les étudiant·e·s de la Coordination Nationale Étudiante du 18 octobre.